



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

05/02/2025

Vencorex, défaillance industrielle en cascade

Fin octobre 2024, les 460 salariés de Vencorex ont entamé une grève, bloquant le site de production situé au sud de Grenoble (Pont-de-Claix). Ils ont, en effet, appris la mise en redressement judiciaire de leur entreprise. Le propriétaire, le groupe thaïlandais de pétrochimie PTT GC, a obtenu quatre mois pour trouver un repreneur. Une seule offre a été déposée émanant du groupe chinois Wanhua (*via* une filiale hongroise) avec une proposition de reprise avec le maintien d'une cinquantaine d'emplois.

Une démarche a été effectuée par les représentants du personnel et les élus locaux pour alerter le gouvernement au sujet de ce dossier industriel, en pointant en particulier les enjeux en termes de souveraineté pour les secteurs aval, énergie et spatial. Ils ont évoqué la possible nationalisation temporaire, repoussée par le gouvernement qui s'engage à soutenir un projet de reconversion du site.

Finalement, la CGT a été la dernière organisation syndicale à signer un protocole de fin de conflit.

Mais cette fin d'activité a déclenché un autre conflit puisque Arkema a annoncé la baisse d'activité d'un de ses sites industriels grenoblois (Jarrie), alimenté par Vencorex en sel pour produire du chlore, avec à la clé 154 emplois menacés (sur 344). Le 5 décembre 2024, la vanne de chlore d'Arkema est fermée. Le 13 janvier 2025, c'est l'ensemble du site de Jarrie qui est à l'arrêt. Les représentants syndicaux pointent l'effet global de la baisse d'activités : plus d'un millier de travailleurs sont menacés par la décision d'Arkema, qui prend prétexte des difficultés de Vencorex pour réduire la production de Jarrie.

Cette situation a un impact pour Framatome, un des principaux clients d'Arkema. Il s'est engagé à reprendre une partie des salariés menacés de licenciement mais une grande incertitude plane au sujet de l'ampleur de cet engagement. Dans l'intervalle, Framatome a commandé directement les produits **finis** nécessaires à ses besoins en Chine (éponges de zirconium) mais la qualité du produit ne répond pas à ses standards (75% des produits livrés selon la CGT Framatome). Et du côté des salariés de Framatome, des craintes d'une baisse d'activités des usines préparant l'approvisionnement en combustible pour les centrales nucléaires se font jour, à la fois faute d'approvisionnement en matière première et des choix de Framatome d'achats de produit en Chine.

Ces développements sont néfastes en tout premier lieu pour les travailleurs. Ils mettent aussi en lumière les limites de la souveraineté industrielle actuelle puisque c'est bien un investisseur industriel étranger qui a pris une décision liée à ses préoccupations de profits sans prendre en compte les conséquences pour la filière nationale et l'approvisionnement des centrales nucléaires.

Ces funestes décisions sont combattues en première ligne par les travailleurs, soutenus par des élus locaux (paradoxalement, même les plus fervents partisans des lois du marché) alors que les autorités politiques nationales restent camper sur la même position du "laissez-faire, laissez-passer" dont les conséquences sur la désindustrialisation et la souveraineté nationale sont pourtant sans équivoque.

Cette situation montre clairement que sans une maîtrise publique des secteurs stratégiques et monopolistiques, la loi capitaliste de la recherche du profit maximum ne permet pas la mise en oeuvre d'une politique industrielle répondant aux besoins de la nation et des travailleurs. C'est pourquoi, notre Parti Révolutionnaire Communistes se bat pour une véritable nationalisation des secteurs stratégiques et monopolistiques, permettant la mise en place d'une planification efficace de la production.